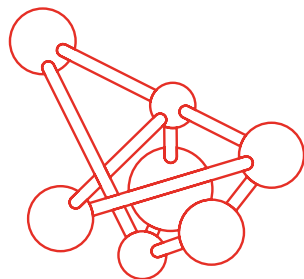


Mani- feste

pour une culture
de sciences citoyennes



Réseau romand Science et Cité (RRSC)
Mai 2010



Qui sommes-nous?

Le Réseau romand Science et Cité (RRSC) est une association créée en 2002 à l'initiative de l'Université de Lausanne et de la Fondation Science et Cité. Il regroupe plus de trente musées, hautes écoles, associations et centres de culture scientifique des six cantons romands. Ses buts sont de promouvoir la culture scientifique, de favoriser le débat sur les enjeux des sciences et des techniques, et de valoriser par des actions communes les ressources et compétences de ses membres.

Le RRSC a créé des expositions itinérantes de vulgarisation ludique, les «Parcours Alph@», et participe à des manifestations comme la Nuit de la Science à Genève et le Festival Science et Cité dans plusieurs villes de Suisse. Il soutient, grâce à une bourse de projets, des créations originales visant à stimuler le dialogue science-société. Son site Internet (www.rezoscience.ch) propose un agenda des expositions, conférences, débats ou spectacles organisés par ses membres, ainsi que des articles de référence sur la notion de démocratie scientifique, complétés par une «boîte à outils» des procédures de participation du public, créées pour tenter de démocratiser les choix scientifiques et technologiques.

Origine du Manifeste

En janvier 2009, à l'Université de Neuchâtel, le Réseau romand Science et Cité a organisé ses Assises, intitulées «Exposer des idées, questionner des savoirs». Ce colloque international a réuni 150 participants suisses et étrangers, professionnels de musées, journalistes, universitaires et artistes. Par la mise en perspective des enjeux économiques, idéologiques et politiques de la culture scientifique, notamment de la muséologie et des (nouveaux) médias, la manifestation visait à faire un état des lieux des problèmes à résoudre pour renforcer la démocratisation des sciences et des technologies. De nombreux ateliers participatifs ont permis de riches échanges d'expériences, à partir desquels les propositions de ce Manifeste ont été élaborées par un groupe de travail composé du Comité du RRSC et de personnalités invitées. Les Actes des Assises sont disponibles auprès des éditions Alphil aux Presses Universitaires Suisses (www.Alphil.ch).

A qui s'adresse ce Manifeste?

Le développement d'une culture de sciences citoyennes implique des choix politiques clairs, des engagements institutionnels, la mise à disposition de moyens logistiques et financiers. Notre Manifeste souhaite interpellier en premier lieu les autorités responsables des Affaires culturelles, que ce soit au niveau des villes, des communes, des cantons ou de la Confédération. Nos constats et propositions s'adressent également aux responsables des institutions publiques de formation et de recherche (en particulier les hautes écoles) et aux responsables des médias (entreprises de presse, radio et télévision).

En tant que médiateurs culturels, nous souhaitons d'autre part susciter un débat dans les communautés professionnelles intéressées par une culture de sciences citoyennes. Nos constats et propositions s'adressent donc aussi à nos pairs et collègues, afin de travailler ensemble à améliorer nos pratiques par des échanges d'expériences.

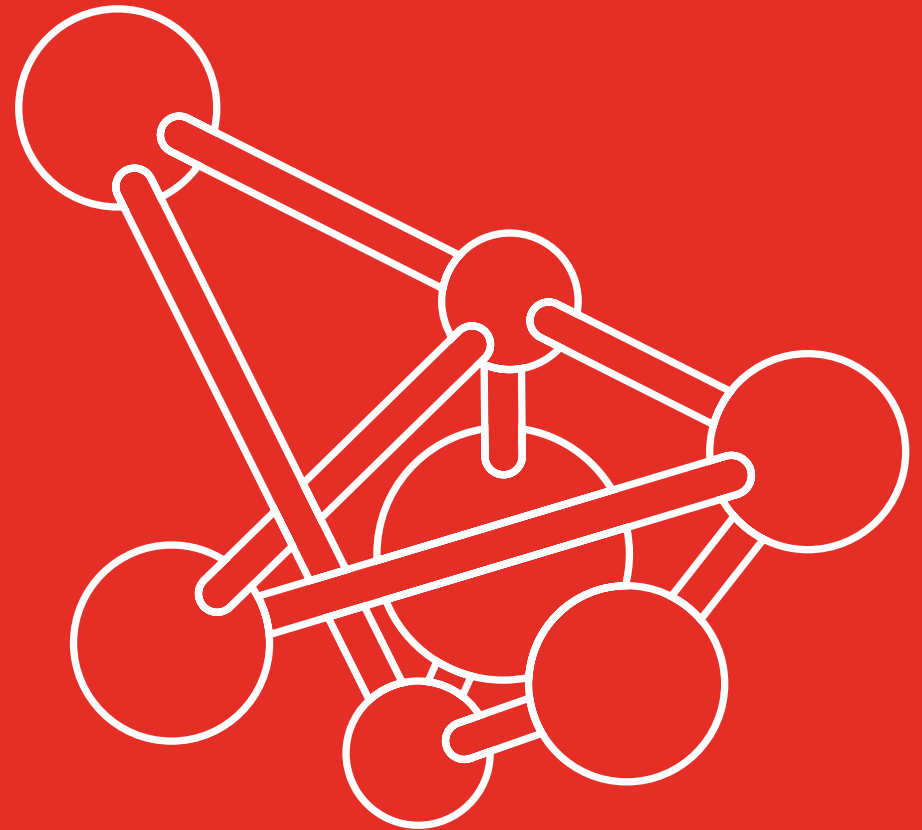
Introduction: vers un nouveau contrat social entre sciences et société

La promotion de la culture fait l'objet de nombreux débats en Suisse depuis les années 1970. A l'heure où s'élabore une Loi fédérale sur l'encouragement de la culture (LEC), nous souhaitons attirer l'attention sur une composante insuffisamment valorisée de ce que devrait être à nos yeux une politique culturelle moderne, adaptée à l'évolution d'une société dans laquelle les applications issues des avancées de la recherche jouent un rôle crucial: l'encouragement de la culture scientifique, que nous définirons plus précisément comme une culture de sciences citoyennes. «Sciences» au pluriel, car ce riche domaine comprend aussi bien les sciences de la nature que les sciences humaines et sociales; «citoyennes», car il est vital de partager les savoirs, de les mettre en débat pour les faire entrer en démocratie, de formuler un nouveau contrat social entre sciences et société.

La culture scientifique et technique s'est fortement développée dans plusieurs pays occidentaux depuis une trentaine d'années. Ce phénomène résulte de la prise de conscience publique d'un décalage entre la rapide évolution des sciences, avec leurs applications techniques, et les capacités des citoyens et des responsables politiques à comprendre cette évolution pour la maîtriser. En Suisse, cette prise de conscience s'est faite plus tardivement, il y a seulement une dizaine d'années, suite notamment à l'électrochoc de la votation sur le génie génétique (vous trouverez à la fin de ce manifeste un échantillon des initiatives récentes de culture scientifique en Suisse romande). En raison de sa grande jeunesse, la culture scientifique suisse mérite plus qu'ailleurs une attention et un soutien importants.

Le dialogue entre sciences et société s'est considérablement intensifié en Suisse depuis plusieurs années, et notamment en Suisse romande dans les musées. Ces deux dernières décennies ont vu se créer des expositions abordant des thèmes liés aux préoccupations de l'actualité: changement climatique, nouvelles technologies, catastrophes, mouvements sociaux, atteintes à la biodiversité, etc. Dans leur prolongement, les musées et hautes écoles organisent de plus en plus souvent des programmes d'activités éducatives et culturelles qui multiplient les modes de lecture et de mise en débat: cinéma, forums, ateliers, conférences, sites Internet, interventions dans les écoles, cafés scientifiques, manifestations artistiques.

Cette évolution est réjouissante, mais il reste de nombreux problèmes à résoudre pour la consolider, la pérenniser. C'est le but de ce Manifeste dont les constats et propositions, à découvrir ci-après, s'adressent aux différents acteurs de la vie culturelle et politique.



Le Manifeste

Constats
et propositions

**Pour soutenir les recommandations de ce Manifeste,
veuillez envoyer un courrier électronique en précisant
votre nom, prénom, fonction et institution à :**

contact@rezoscience.ch

Culture de sciences citoyennes et volonté politique nationale

Sur le plan national, nous ne pouvons que constater la faiblesse du soutien octroyé aux deux institutions créées dans les années 1990 pour organiser dialogues et débats entre science et société: la Fondation Science et Cité (FSC) et le Centre d'évaluation des choix technologiques (TA-Swiss).

C'est dans un climat d'urgence que la Fondation Science et Cité (FSC) a été créée, en 1998, par le Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche. Il s'agissait de répondre aux inquiétudes suscitées dans la communauté scientifique et l'industrie pharmaceutique et agro-alimentaire par l'initiative contre le génie génétique. Le constat d'un fossé entre les chercheurs et le public a sans doute favorisé une large contribution des milieux universitaires à la première manifestation d'envergure organisée en 2001 par la FSC, le Festival Science et Cité, qui visait à instaurer un climat de «confiance critique» entre scientifiques et citoyens.

Le succès du festival a montré que le public apprécie ces occasions festives de s'informer et de dialoguer avec les chercheurs. Mais on peut s'interroger sur la volonté politique de soutenir durablement ce dialogue au vu de la faiblesse, en comparaison internationale, des subventions fédérales allouées à la Fondation

Science et Cité: 1,1 millions de CHF par an, soit beaucoup moins que les budgets de fonctionnement annuels de nombreux musées.

Le Centre d'évaluation des choix technologiques TA-Swiss est également mal loti, toujours en comparaison internationale (1 million de CHF par an, budget que l'on doit comparer à ceux d'autres institutions ayant la même mission: le Danish Board of Technology avec 2,3 millions de CHF et le Rathenau Institute hollandais avec 6,8 millions de CHF).

Sans proportion avec la taille des enjeux et des défis pour notre pays, la modestie de ces soutiens financiers rend difficile le développement à large échelle de procédures de participation des citoyens dans le domaine des choix scientifiques et technologiques (Public forums, Publifocus). Quant au Festival Science et Cité, manifestation nationale décentralisée, il n'a pu avoir lieu que tous les quatre ans (2001, 2005, 2009) en raison des faibles ressources propres de la Fondation et de la nécessité de longues démarches auprès de mécènes et sponsors privés pour lui assurer un budget à la hauteur de ses ambitions. Cette périodicité est insuffisante pour fidéliser le public et répondre au besoin d'un dialogue permanent entre scientifiques et citoyens à l'échelle nationale.

Depuis la rédaction de ce manifeste, nous avons pris connaissance de l'intention exprimée dans le document du Département fédéral des finances du 25 février 2010 consacré au Réexamen des tâches, de supprimer le financement attribué à la Fondation Science et Cité à partir de 2012. Cette décision nous inquiète. Elle va à l'encontre des besoins d'intensification du dialogue entre sciences, techniques et société tels qu'exprimés dans ce manifeste. Ce faisant, la Suisse se singularise par rapport aux pays voisins qui renforcent ces activités culturelles et de dialogue science-société. Alors que la Suisse prétend faire une priorité de la formation et de la recherche, une telle décision nous paraît irresponsable.

La FSC et le TA-Swiss sont actuellement intégrés au réseau «A+» des quatre Académies suisses des sciences, et cette association faitière bénéficie globalement d'un soutien de la Confédération à hauteur de 15,8 millions de CHF par an. Cependant la part des moyens spécifiquement affectés au dialogue entre la science et la cité ne représente de fait qu'une petite fraction - 11% - du budget du réseau des Académies.¹

Nous constatons d'autre part que, sur le plan international, la Suisse est trop peu visible en matière de culture scientifique et que son action est peu valorisée. Rares sont les colloques réunissant les professionnels suisses et étrangers mis sur pied dans notre pays (les Assises du Réseau romand Science et Cité en 2009 sont une heureuse exception). La participation de professionnels suisses à des rencontres à l'étranger est peu encouragée. Elle est tributaire des moyens de chaque institution. Par ailleurs, la circulation à l'étranger d'expositions créées en Suisse ne bénéficie d'aucun soutien hormis celui des institutions qui les ont réalisées. De nombreuses expositions de qualité pourraient pourtant avoir une seconde vie et contribuer à faire connaître la muséologie helvétique. A noter que Pro Helvetia semble n'entrer en matière que pour des expositions artistiques ou des événements littéraires.

Nous constatons enfin que les efforts consentis par certaines institutions académiques (Lausanne, Genève, Zurich) en matière de médiation scientifique sont paradoxalement plus importants que ceux réalisés au niveau fédéral. Cette situation traduit un manque de vision, sur le plan national, en matière de dialogue sciences-société.

Nos propositions

- au Département fédéral de l'Intérieur
- au Conseil National et au Conseil des Etats
- **Augmenter de manière substantielle le soutien financier de la Confédération au Centre d'évaluation des choix technologiques TA-Swiss et à la Fondation Science et Cité, afin d'améliorer la diffusion et d'assurer la démocratisation des savoirs scientifiques par l'organisation de démarches participatives et délibératives ainsi que de manifestations culturelles plus régulières. Des ressources financières supplémentaires doivent en outre permettre la mise en place de nouvelles actions qui renforcent les synergies actuellement insuffisantes entre les Académies, les musées et centres de culture scientifique et les universités.**
-
- à l'Office fédéral de la Culture
- à Pro Helvetia
- **Prendre des mesures pour soutenir la circulation en Suisse et à l'étranger d'expositions scientifiques de qualité.**
- **Favoriser la participation des professionnels des musées et centres de culture scientifique à des rencontres à l'étranger, ainsi que leur participation à des réseaux de collaboration internationaux.**
- **En résumé: Attribuer à la culture scientifique un statut et des moyens financiers équivalents à ceux des autres domaines de la culture.**

Sciences et universités, formations transdisciplinaires, valorisation des activités de vulgarisation

Les défis auxquels sont confrontées nos sociétés exigent plus que jamais, de la part des chercheurs, une capacité à traiter la complexité, l'incertitude, et à combiner les savoirs. Les formations académiques sont souvent marquées par les cloisonnements disciplinaires. Cette situation est renforcée par la course à l'excellence et à la publication qui accorde peu d'espace au nécessaire transfert de connaissances vers la société. Or, toutes les études internationales faites auprès du public montrent qu'en matière de communication scientifique, les citoyens font avant tout confiance aux scientifiques pour leur transmettre de l'information fiable. Et les activités de médiation culturelle auxquelles les chercheurs ont l'occasion de participer représentent pour eux de précieuses occasions d'apprendre de la société et de se confronter à une diversité de points de vue et de connaissances. Une enquête récente de l'Observatoire Sciences, Politique, Société (Université de Lausanne) a montré que les activités de communication et de culture scientifique ne sont pas le fait de chercheurs qui ne publieraient pas ou peu dans leur domaine, mais bien des plus actifs scientifiquement. Par contre, les obstacles à plus de communication sont très clairement le manque de reconnaissance de ce type d'activité et le manque de temps.

Nos propositions

→ aux responsables des institutions académiques et des centres de recherche

- Reconnaître la valeur des activités de communication et de culture scientifique, au même titre que des activités de recherche, d'expertise et d'enseignement.

- Favoriser les approches transdisciplinaires au sein des cursus académiques. Des enseignements de sciences humaines et sociales doivent être conçus à l'intention des étudiants en sciences de la nature; de manière symétrique, des enseignements de sciences de la nature doivent être offerts aux étudiants des sciences de l'homme et de la société.

→ aux Autorités fédérales

- Doter le Fonds National de la Recherche Scientifique de moyens supplémentaires pour soutenir les chercheurs qui désirent valoriser leurs travaux par le biais d'expositions ou d'autres moyens de diffusion et de dialogue.

Sciences et musées en général

Nos propositions

→ aux responsables des Affaires culturelles des villes et cantons

- Prendre garde à ne pas s'engouffrer dans le tout spectaculaire et continuer à tenir compte du rôle patrimonial des musées.

- Donner au personnel des musées les moyens de conserver et de développer les collections d'objets dans les meilleures conditions pour mener des recherches suivies à leur propos.

→ aux responsables des musées

- Tirer parti de leur position privilégiée, entre publics et chercheurs, pour favoriser le développement critique de la recherche scientifique en intégrant des chercheurs universitaires aux équipes des musées.

- Ouvrir, afin de décloisonnement, l'accès aux chercheurs des disciplines sœurs, sciences humaines et sociales, pour notamment réaliser des expositions temporaires sur les rapports sciences-société en relation avec les préoccupations du public.

- S'associer, notamment avec les grandes Ecoles, pour soumettre des projets d'exposition conjoints et demander des soutiens financiers d'instances fédérales comme le FNS.

- Créer des expositions temporaires à partir de travaux de recherche sur les collections «dormantes» afin de rendre la recherche visible tout en faisant vivre les collections.

- Valoriser la création d'expositions. La création d'une exposition nécessite autant de recherche et d'invention que la conduite d'une recherche au sein d'un laboratoire. Travail qui n'est souvent pas reconnu à sa juste valeur.

Médiateurs de longue date du dialogue sciences-société, les musées suisses sont dans leur grande majorité des institutions municipales et/ou cantonales. Nous sommes heureux de constater que les efforts des musées pour réaliser des expositions temporaires attractives sont mieux reconnus et valorisés par leurs autorités de tutelle. Une offre muséale de qualité améliore la vie d'une communauté et contribue à son rayonnement culturel et touristique.

On constate dans plusieurs villes et cantons une tendance à dessaisir les communautés publiques de leurs prérogatives et à transférer la responsabilité muséale à des organes mixtes à travers des changements de statut: contrats de prestation, transformations en fondations, etc.

On note aussi une tendance à diminuer le soutien financier de tâches muséales peu visibles mais fondamentales: travaux de recherche, conservation, traitement et accroissement des collections. Certains responsables d'institutions dénoncent une tyrannie de la visibilité de la part des responsables politiques et institutionnels qui tendent à faire des musées des objets de prestige culturel.

Cette logique d'image affecte évidemment tous les secteurs culturels, mais elle pose un problème particulier aux musées dans la mesure où la part cachée du travail muséal est énorme. Les musées sont par définition des institutions dont la société se dote pour assurer des tâches patrimoniales. Il serait donc paradoxal que les pouvoirs publics retirent à ces institutions les moyens d'entretenir les collections et les spécialistes auxquels ils ont confié cette charge.

Les expositions scientifiques au sens large du terme, allant des sciences de la nature aux sciences humaines (histoire, archéologie, ethnologie), ont longtemps été conçues selon le «modèle de l'instruction publique», en anglais *Public understanding of science*. On présuppose que le visiteur est ignorant ou mal informé, et qu'il s'agit de l'instruire, de manière plus ou moins paternaliste, en lui faisant ingurgiter des «vérités scientifiques» - les résultats de la recherche - sans se soucier d'expliquer comment ces résultats ont été obtenus, et en taisant la part de doutes, de tâtonnements et d'incertitudes qui sont inséparables de la démarche scientifique. Ces expositions n'abordent généralement pas les questions éthiques et sociétales qui peuvent se poser à propos des nouvelles découvertes scientifiques et de leurs applications.

Nous observons aussi un risque d'autocensure. Sur des questions sensibles touchant à l'image, à l'identité, à l'économie, certains musées tendent à produire des mises en scène statiques, idéalisées, «politiquement correctes». Les sujets qui fâchent, les controverses liées à l'actualité, sont soit occultées, soit reléguées dans des annexes, les conférences et débats en marge des expositions, pour un public forcément plus restreint. Ceci pose le problème de l'indépendance des institutions muséales par rapport aux pouvoirs politiques et économiques.

Nos propositions

→ aux responsables des musées

- Expérimenter de nouveaux modes d'exposition qui ne prennent pas le visiteur comme un réceptacle passif, mais l'envisagent comme un partenaire, un co-acteur et qui évoquent la science en tant que processus, démarche non aboutie. On gagnerait en intérêt dramaturgique à faire place aux controverses.

- Augmenter l'impact sur le public profane en s'ouvrant à d'autres champs, comme celui de l'art.

- Faire de l'exposition un lieu de réflexion sur la construction de la connaissance. Favoriser l'interprétation plurielle à une interprétation univoque, par la multiplication des points de vue. En faisant de l'exposition un opérateur de liens qui crée une communauté d'acteurs, on vise à construire un espace public - donc à faire de la politique au sens noble du terme.

→ aux responsables politiques

- Soutenir la démarche plurielle et critique des musées de sciences au même titre par exemple qu'est soutenue celle des musées d'art.

Dans les manifestations ponctuelles comme les festivals ou les Nuits de la science, mais aussi dans les expositions temporaires des musées, les interventions de médiateurs formés au contact avec le public se sont fortement développées au cours des dernières années. La présence de médiateurs est essentielle notamment dans les centres de culture scientifique qui ne disposent pas de collections permanentes d'objets, mais dont les expositions temporaires, souvent créatives, visent à la «connaissance par l'immersion», au moyen de nombreux dispositifs interactifs.

La médiation personnelle permet d'engager un dialogue avec le visiteur et de mettre en évidence les «sciences en train de se faire», les sciences comme démarches exploratrices plutôt que répertoires de résultats figés. Le métier de médiateur est toutefois moins valorisé, moins bien payé, que le métier de conservateur ou de chercheur, alors qu'il implique de solides compétences à la fois scientifiques, pédagogiques et relationnelles permettant d'adapter les messages aux différents publics.

Nos propositions

→ aux responsables des Affaires culturelles des villes et cantons

→ aux responsables des musées

- Reconnaître et valoriser sur le plan salarial les compétences professionnelles des médiatrices et médiateurs de musées.

- Proposer également des médiations assurées par des chercheurs actifs, capables de renseigner le public sur l'état actuel des recherches en cours dans leur domaine.

6 Musées «réels» et musées «virtuels»

L'essor de l'Internet et l'émergence de musées virtuels (expositions on-line) ont suscité des espoirs et des inquiétudes (risque de voir marginalisée la tâche de conservation du patrimoine concret). Mais les nouveaux dispositifs virtuels apparaissent surtout comme des prolongements des institutions traditionnelles et ces usages de l'Internet ne semblent pas se faire au détriment des musées de briques et de ciment. Les avantages et les écueils des applications du Web 2.0, offrant à l'internaute une interaction directe avec le site, doivent être analysés, ainsi que ceux d'une présence des musées sur des sites «sociaux» tels Facebook ou Twitter.

Nos propositions

→ aux responsables des musées

- Etudier et tester les possibilités offertes par l'hybridation entre «réel» et «virtuel». Les musées des techniques, en particulier, bénéficieraient fortement des apports de la virtualité dans la mesure où ils peuvent rarement faire fonctionner «réellement» les pièces de leurs collections. Cette complémentarité favoriserait une meilleure visibilité, une compréhension plus dynamique des processus à l'œuvre dans une application technique, tout en satisfaisant dans la plupart des cas aux impératifs de conservation.

Sciences et médias

En Suisse romande, la culture scientifique et technique est trop peu présente à la télévision et dans la presse écrite. La radio publique (RSR) lui accorde par contre une plus grande importance, avec notamment l'émission quotidienne Impatience, qui bénéficie de moyens inhabituels dans ce domaine. Or, il existe une véritable attente de la part du public dans ce domaine. Lorsqu'on interroge des citoyens sur leurs attitudes vis-à-vis des sciences au travers de sondages internationaux (voir par exemple l'Eurobaromètre 224 auquel participait la Suisse), ils indiquent très clairement qu'ils sont assez intéressés aux sciences mais que par contre, ils se sentent insuffisamment informés à leur sujet.

En plus du problème de la place réduite de la science dans les médias, la pratique du journalisme scientifique en Suisse romande paraît suivre une évolution caractérisée par une approche de plus en plus rapide, superficielle, sensationnaliste. Il y a une explosion du nombre de nouvelles à communiquer, mais une stagnation ou une diminution du nombre de journalistes et de la place allouée à l'information scientifique, du moins dans la presse écrite.

Concernant la pertinence et la fiabilité des informations, les médias ne semblent pas toujours avoir le recul critique ou les moyens d'investigation nécessaires pour aborder les problèmes liés d'une part à la forte compétition entre laboratoires et universités, qui jouent souvent la carte du sensationnalisme dans la communication de leurs résultats, et d'autre part à la marchandisation des savoirs, notamment l'influence des lobbies industriels sur les décisions des pouvoirs politiques. Dans leur présentation des enjeux de la recherche, les journalistes ne font que répercuter une information prédigérée sans

prendre le temps d'effectuer le nécessaire travail de vérification et d'enquête.

Pour qu'une information objective et fiable puisse être communiquée dans les médias, les journalistes devraient être attentifs au risque d'être instrumentalisés par des experts au service de groupes d'intérêts.

Nos propositions

→ aux responsables d'entreprises de presse

- Oser donner plus de place à la culture scientifique.

- Mieux mettre en évidence les enjeux de société liés au développement des sciences et des techniques. Les sources de financement des recherches devraient notamment être communiquées.

- Entendre et communiquer les incertitudes formulées par les chercheurs. Dans ce contexte, les médias devraient remplir leur rôle citoyen en fournissant un forum aux lanceurs d'alerte (Whistleblowers)², comme cela commence à se pratiquer dans d'autres pays.

- Permettre à l'esprit critique des journalistes de s'exprimer, et donc celui du public, par un accès diversifié à l'information.

- Parler davantage de la science en train de se faire, et pas seulement des résultats proprement dits.

- Donner davantage de place aux sciences humaines et sociales, y compris au sein d'émissions de vulgarisation qualifiées de «scientifiques».

- Mettre en œuvre des formations spécifiques pour les journalistes scientifiques.

8

Gagner de nouveaux publics

Les études sur les publics des sciences montrent que ceux-ci manquent de femmes, de jeunes et de personnes qui n'ont pas fréquenté les hautes écoles. Pour toucher une population plus large et plus variée, les événements festifs (Nuits des Musées), les manifestations ou les expositions en plein air (Nuit de la Science à Genève, Parcours Alph@) ont prouvé leur efficacité. La collaboration entre chercheurs et artistes dans une même manifestation, testée notamment lors des Nuits de la science et du Festival Science et Cité 2005, a permis de toucher davantage de femmes et de jeunes.

Nos propositions

→ aux responsables des musées

→ aux responsables d'institutions académiques et de recherche

- «Sortir des murs» pour contribuer de manière créative à des manifestations ou expositions de plein air et tenter de toucher de nouveaux publics; encourager, voire organiser, de telles initiatives.

- Encourager des partenariats avec d'autres types de rassemblements culturels (festivals de cinéma, musique, BD, par exemple).

Culture scientifique en suisse romande, quelques étapes importantes

- 1981** Création de la Fondation Claude Verdan et de son Musée, lieu consacré initialement à la main de l'Homme et dès 1997 également à la culture scientifique et médicale. Les expositions temporaires du Musée sont accompagnées de conférences et de débats.
- 1983** Le Musée d'ethnographie de Neuchâtel initie la muséologie de la rupture avec l'exposition «Objets prétextes, objets manipulés».
- 1992** Création du TA-Swiss, Centre d'évaluation des choix technologiques³, sur le modèle du Danish Board of Technology. TA-SWISS est un organe de conseil pour le Parlement et le Conseil fédéral. Il apporte une aide à la décision en fournissant des analyses réalisées par des spécialistes, et en sondant l'opinion publique grâce à des procédures participatives comme les PubliForums (conférences de citoyens). Il s'agit d'indiquer aux responsables politiques les effets possibles d'une nouvelle technologie, mais aussi les conséquences que pourrait avoir le fait de renoncer aux applications qui en découlent.
- 1997** Création de l'Interface sciences-société de l'Université de Lausanne.
- 1998** Création à Berne de la Fondation Science et Cité⁴, dépendant du Département fédéral de l'Intérieur et dont la mission est d'encourager et d'animer les échanges entre scientifiques et citoyens par des moyens tels que l'organisation de festivals et de tables rondes, ou encore l'édition de brochures sur des sujets liés à l'actualité politique, tels que les cellules souches.
- 1998** Création de la Passerelle Science-Cité de l'Université de Genève.
- 1998** Création du Prix Media par l'Académie Suisse des Sciences
- 1999** Premiers cafés scientifiques romands lancés simultanément par l'association Bancs publics et l'association Euroscience Léman à Genève. D'autres cafés scientifiques se sont créés par la suite à Bâle, Berne, Coire, Fribourg, Lausanne, Lugano, Neuchâtel et Zurich.
- 2000** Introduction d'un cours «Communication scientifique et médicale: acteurs et moyens» à l'Université de Genève.
- 2000** Première Nuit de la Science à Genève, organisée par le Musée d'histoire des sciences; manifestation annuelle jusqu'en 2004, puis biennale.
- 2000** Inauguration à Lausanne de l'Espace des Inventions, premier centre de culture scientifique destiné aux jeunes enfants en Suisse romande.
- 2001** Premier Festival Science et Cité, sur «les frontières de la science», simultanément dans dix villes de Suisse dont Fribourg, Neuchâtel, Lausanne et Genève.
- 2002** Création du Réseau romand Science et Cité (RRSC) sous forme d'association.
- 2002** Colloque «Sciences au musée, sciences nomades» à Genève.
- 2003** Création du prix Expo de l'Académie Suisse des Sciences naturelles. Attribué en 2004 au Muséum d'Histoire naturelle de Neuchâtel
- 2004** Création des Parcours Alph@, expositions itinérantes du RRSC.
- 2005** Deuxième Festival Science et Cité «Conscience - une fête des sciences et des arts», simultanément dans vingt villes de Suisse.
- 2006** Première édition des «Mystères de l'UNIL» sur le campus de l'université de Lausanne, manifestation annuelle destinée à un public familial.
- 2008** Introduction d'un master en études muséales à l'Université de Neuchâtel, commun ensuite aux Universités de Fribourg, Genève et Lausanne.
- 2009** Troisième festival Science et Cité, itinérant, sur les changements de l'environnement.

Auteurs du Manifeste

Claude Joseph, physicien, professeur honoraire UNIL-EPFL, président du Réseau romand Science et Cité / **Elisabeth Veya**, ancienne directrice de la Fondation Science et Cité (jusqu'au 31.12.2009), Berne / **Ninian van Blyenburgh**, anthropologue et muséologue, Universités de Genève et Neuchâtel, Ville de Genève / **Christophe Dufour**, directeur du Muséum d'histoire naturelle de Neuchâtel / † **Roger Gaillard**, journaliste, coordinateur du Réseau romand Science et Cité, collaborateur de l'Interface sciences-société, Université de Lausanne / **Marc-Olivier Gonseth**, directeur du Musée d'ethnographie de Neuchâtel / **Patrick Gyger**, historien, directeur de la Maison d'Ailleurs, Yverdon-les-Bains / **Jean-Philippe Leresche**, politologue, professeur UNIL, directeur de l'Observatoire Science, Politique et Société, vice-président de la Fondation Science et Cité / **Alain Kaufmann**, sociologue des sciences, directeur de l'Interface sciences-société, Université de Lausanne / **Robin Marchant**, conservateur du Musée cantonal de géologie, Lausanne / **Pierre-Alain Mariaux**, professeur, président du Comité scientifique du Master commun en études muséales, Université de Neuchâtel / **Francesco Panese**, professeur UNIL, directeur de la Fondation Claude Verdan, Lausanne / **Béatrice Pellegrini**, présidente de l'association Bancs Publics, Genève / **Laurence-Isaline Stahl-Gretsch**, responsable du Musée d'histoire des sciences, Genève

Pour soutenir les recommandations de ce Manifeste, veuillez envoyer un courrier électronique en précisant votre nom, prénom, fonction et institution à :

contact@rezoscience.ch

¹ Source: Message du Conseil Fédéral relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pour les années 2008-2011. A noter qu'en 2011 la subvention globale, actuellement de 15,8 millions, sera portée à 18 millions. Mais les budgets du TA-Swiss et de la Fondation Science et Cité ne bénéficieront pas de cette augmentation.

² Les lanceurs d'alerte sont des personnes - le plus souvent des chercheurs ou autres experts - qui préviennent l'opinion publique de l'existence d'un risque pour la santé ou l'environnement. Ce faisant, ils se mettent eux-mêmes en danger vis-à-vis de leurs employeurs publics ou privés, qui ne voient pas toujours d'un bon œil ces interventions citoyennes.

³ www.ta-swiss.ch

⁴ www.science-et-cite.ch



